

3° Avec les cadres existants de la légion étrangère former deux régiments en donnant de l'avancement à tous les officiers et sous-officiers qui le méritent;

4° Compléter l'effectif avec les meilleurs soldats indiens qu'on habillerait immédiatement et qu'on formerait à notre discipline. Ces deux régiments pourraient s'élever à un effectif de 4 à 5,000 hommes, qu'augmenteraient encore au besoin des enrôlements venus d'Europe : ils formeraient ainsi un noyau important pour l'armée du nouvel empereur.

Je vais examiner si je peux vous envoyer un nouveau régiment de France pour remplacer la légion étrangère que vous appelleriez alors dans l'intérieur, car je la crois maintenant dans les Terres chaudes.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

L'extrait qui accompagnait cette lettre n'avait pas moins de dix-huit pages du format épistolaire ordinaire : c'est un morceau vraiment piquant et écrit avec un tour caustique et la liberté d'un soldat qui n'a nulle envie de farder la vérité.

La lettre est datée de Mexico, 26 juillet 1863.

... Pour vous faire bien comprendre la politique que nous suivons, je détache d'un journal l'ordonnance du préfet de police sur la défense de travailler le dimanche. Cette ordonnance, publiée dans le journal du 20, a été affichée dès le 16 courant. Comme pendant à ladite ordonnance, il y en a une autre qui ordonne de se mettre à genoux lorsque l'on rencontre le Saint-Sacrement et de rester dans cette position jusqu'à ce qu'il ait disparu, et que l'on n'entende plus le bruit de la clochette qui l'accompagne.

Lors de leur arrivée au pouvoir, les libéraux avaient aboli cette cérémonie stupide et ridicule, qui consiste à aller porter le Saint-Sacrement à un malade avec une escorte de soldats, et un bruit de cloche capable de faire mourir le patient, avant qu'il ait eu le temps d'avaler son sauveur. Cette cérémonie a été rétablie sous nos auspices; comme vous le voyez, on est loin de la liberté des cultes.

Ces deux ordonnances n'ont pas besoin de commentaires; elles ne prouvent que trop les prétentions du clergé et la marche qu'il suit pour regagner son ancienne influence.

Il y a quinze jours, les prêtres ont visité les maisons appartenant autrefois au clergé, et qui ont été vendues comme propriétés nationales; ils ont engagé les locataires à ne pas payer leurs loyers aux propriétaires actuels, parce que, disaient-ils, on allait revenir sur ces ventes qui ont été faites sous l'inspiration de Satan, et qu'ils seraient obligés de payer une seconde fois au clergé, le seul, le vrai propriétaire de ces immeubles.

Comme vous le voyez, nous sommes en pleine réaction et cela n'étonne personne; car, avec la composition du gouvernement provisoire, il ne pouvait en être autrement. M. Almonte est un réactionnaire de peu de valeur, dit-on; le général Salas est une vieille momie; il ne reste que l'évêque (Ormeachea), le représentant de l'archevêque; c'est un homme vigoureux qui a de suite mis le pied sur les deux autres et qui dirige tout. Nous, nous laissons faire et nous regardons faire, comme si cela ne nous intéressait nullement.

Les réactionnaires se méfient néanmoins, car ils sentent bien que lorsque l'Empereur saura d'une manière formelle la marche que l'on suit, les affaires changeront de face; aussi se dépêchent-ils à élever leur édifice.

Quant aux libéraux, ils nous rendent responsables de tout : ils disent avec raison que nous, qui nous posons en libéraux, nous n'aurions d'abord pas dû composer le gouvernement provisoire comme nous l'avons fait. Cependant ils comprennent jusqu'à un certain point que nous ayons eu la main forcée, puisque tous les libéraux se tiennent à l'écart; mais ils nous reprochent de ne pas tenir en tutelle ce gouvernement que nous avons créé. Nous sommes, disent-ils, responsables de ses actes; ils ajoutent qu'il est peut-être nécessaire de donner au Mexique une dictature, mais qu'au moins cette dictature devrait agir dans le sens libéral et non dans le sens rétrograde. Ils ne nous pardonnent pas de vouloir rétablir chez eux ce que nous avons aboli chez nous. Ceux qui raisonnent sont convaincus que telles ne sont pas les intentions de l'Empereur et de la France, mais pour eux le fait est là : ils font retomber toutes les fautes commises sur M. de Saligny, contre lequel il y a un mépris et un acharnement général; il court sur son compte les bruits les plus outrageants que je ne vous rapporterai pas. Ce sont peut-être des calomnies, mais elles sont tellement accréditées que les réactionnaires mêmes n'osent pas les démentir.

Depuis l'arrivée du courrier, on dit qu'il est rappelé, mais que le général en chef l'a retenu de sa propre autorité, et a écrit à l'Empereur pour le supplier de laisser M. de Saligny au Mexique, parce que c'est le seul homme comprenant la situation et capable d'édifier l'empire...

Il est très facile de décréter un empire comme nous l'avons fait, mais organiser un empire est autre chose. Depuis que nous sommes ici qu'avons-nous organisé? Rien. Le général en chef¹ le sait mieux que personne, lui qui ne s'occupe de rien et qui devrait s'occuper de

1. Forey.

tout. Il sent bien le gâchis dans lequel nous patageons, et ce qui lui importe le plus c'est d'avoir son bâton de maréchal et de rentrer en France recueillir ses lauriers.

Quant à Maximilien et à Saligny, ils se débrouilleront comme ils le pourront, cela lui est bien égal. C'est la ligne de conduite qu'il a tenue depuis qu'il est au Mexique : ne pas se compromettre et se décharger sur les autres...

Si, en raison du brigandage, l'organisation de l'armée marche en première ligne, l'organisation de la justice, des finances et des diverses branches de l'administration a aussi besoin d'être poussée vigoureusement; c'est M. Budin, commissaire extraordinaire des finances, délégué par l'Empereur, qui en est chargé. Il vient de réorganiser la justice, mais pour cela il n'a pas eu beaucoup de peine, car il l'a rétablie telle qu'elle était, au grand mécontentement des Mexicains... Quant aux finances, M. le commissaire extraordinaire, prenant en considération l'embarras du gouvernement des Trois, vient de faire contracter un emprunt *d'un million de piastres* sous la garantie de la France.

En somme, les affaires du Mexique sont plus embrouillées maintenant qu'elles ne l'étaient avant notre arrivée; aussi nous ne nous faisons pas illusion sur notre rentrée en France. Nous ne pouvons pas abandonner le Mexique dans l'état où nous l'avons mis, surtout si l'Empereur veut continuer sa politique à l'égard des États-Unis. Avec notre incurie, avec la ligne politique d'intérieur que nous suivons, nous nous mettons de plus en plus tout le monde à dos. Si nous continuons, quelle triste tâche nous donnons à ce pauvre Maximilien et quelle désillusion nous lui préparons!

Lorsqu'il débarquera à Vera-Cruz et qu'il verra que

tout son empire se compose de la route de Vera-Cruz à Mexico, route pendant laquelle il devra se faire escorter fortement pour ne pas être enlevé; lorsqu'il ne trouvera dans sa capitale ni finances, ni justice, ni armée, mais le brigandage organisé, les partis se tirant et se déchirant : à quel saint peut-il se vouer ?

Avec les idées peu avancées de son pays, il se jettera naturellement dans les bras de M. de Saligny, de Marquez et de la réaction. Alors tout est perdu sans ressources; la France y épuisera son armée et son trésor, sans réussir à asseoir Maximilien sur le trône.

Le seul remède à cet état de choses serait que l'Empereur sût combien sa politique, ses idées et celles de la France sont mal interprétées ici. Il remplacerait alors M. de Saligny par un homme probe, considéré, ami du devoir, qui ferait les affaires du pays avant les siennes; il rappellerait le général Forey en le nommant maréchal et laisserait le commandement du corps d'occupation au général Bazaine.

Le général Bazaine est un homme d'une grande intelligence; très fin, très habile, sachant tourner les obstacles lorsqu'il ne peut les renverser, mais arrivant à son but. Comme il jouit d'une grande considération et qu'il a le sentiment de sa valeur, ce serait le meilleur guide à donner à Maximilien, d'autant plus qu'il connaît parfaitement l'esprit du Mexique...

Par son influence et par la force des choses, il dirigerait Maximilien dans le sens libéral. Le parti libéral, le seul vivace, le seul ayant l'avenir devant lui, ici comme partout, donnerait vite son concours, et alors le brigandage serait bientôt exterminé...

Si Maximilien est bien dirigé, s'il comprend sa position, il peut faire du Mexique, en moins de dix ans, un pays riche, capable de nous payer les frais de la guerre,

et pouvant se passer de notre concours; non seulement il pourra résister aux Américains, mais absorber le Guatemala qui, voyant les bienfaits d'un gouvernement fort, solide, honnête et progressiste, n'hésitera pas à changer sa liberté anarchique pour de tels bienfaits...

Bazaine attribua ce document au général Félix Douay, dont la correspondance privée était souvent mise sous les yeux de l'Empereur, et il persista dans cette opinion jusqu'à la fin, car, en envoyant cette lettre à Ernest Louet, il l'avait fait suivre de cette note :

« Le passage relatif à M. le général Forey n'est pas de toute justice, mais il a été écrit sous le ressentiment qu'éprouvait l'officier général écrivain, à propos de l'insuccès de l'attaque dirigée par lui sur le cadre n° 52 (couvent de Santa-Inès, 25 avril 1863), lors du siège de Puebla. »

On sait aujourd'hui que l'auteur de cette lettre est le lieutenant-colonel Loizillon, alors capitaine. Cet officier était en relation avec madame Hortense Cornu, filleule de Napoléon III; c'est à elle qu'il avait adressé ce long exposé de la situation au Mexique, avec la pensée qu'il serait mis par sa correspondante sous les yeux de l'Empereur. Il ne cache point son intention, d'ailleurs, car, en écrivant à ses parents, le 27 juillet, il leur dit : « Je viens d'écrire à madame Cornu... Je lui raconte bien franchement tout ce qui se passe ici, et lui montre la situation telle qu'elle est, mettant de côté toute considération personnelle. Je trouve que c'est un devoir d'honnête homme d'éclairer l'opinion publique en France sur toutes les

indignités et les stupidités dont nous sommes les témoins impuissants¹. »

On voit que madame Cornu ne s'était point méprise sur le désir du capitaine Loizillon, ni sur l'intérêt qu'il pouvait y avoir à faire connaître à l'Empereur l'opinion d'un homme intelligent et de bonne volonté, qui n'était ni un ennemi systématique ni un partisan fougueux de l'intervention et du futur empire mexicain. Napoléon III, frappé de l'accent de sincérité que présentait cette lettre et plus touché de ce ton de franchise que choqué de quelques expressions plus vives peut-être qu'il n'était besoin, n'hésita pas à en donner connaissance au général Bazaine, sentant bien que, si tout n'était pas vrai dans cet exposé de la situation, la part de vérité existante était supérieure à la part d'erreur. Malheureusement les choses étaient plus compliquées et plus difficiles encore que le souverain ne se l'imaginait, car, tandis qu'il correspondait ainsi avec le général Bazaine, celui-ci, bien que nommé commandant en chef, n'exerçait nullement les fonctions, le maréchal Forey ne pouvant se décider à quitter le Mexique et à remettre la direction de l'armée et des affaires à son successeur. Il croyait la paix faite, la guerre terminée, et, contrairement à l'opinion du capitaine Loizillon, il eût été heureux, ayant reçu son bâton de maréchal, de cueillir ses lauriers quelque temps encore au Mexique.

Ces retards étaient préjudiciables. Il importait au

1. *Lettres sur l'Expédition du Mexique* par le lieutenant-colonel Loizillon, p. 97.

plus vite qu'une direction nouvelle succédât à l'ancienne, et que le maréchal Forey aussi bien que M. Dubois de Saligny s'éloignassent définitivement.

C'est l'opinion qu'exprimait le général Bazaine, répondant à l'Empereur :

Sire,

La lettre de Votre Majesté, en date du 30 juillet ne m'est parvenue que le 1^{er} septembre. Les instructions de l'Empereur seront suivies aussi exactement que possible, mais la situation politique n'est plus, à mon avis, aussi simple qu'à mon arrivée dans la capitale. La régence agit comme un pouvoir définitivement constitué, prend l'initiative en bon nombre de mesures politiques, sous des influences ou des souvenirs du passé, de sorte que les hommes honorables du parti libéral modéré, et il y en a, restent à l'écart des affaires.

Les craintes exprimées par Votre Majesté sur la ligne de conduite suivie par le triumvirat devenu régence sont fondées et je crois qu'il est à regretter que l'on se soit autant pressé de se priver de l'élasticité d'un gouvernement provisoire qui, recevant notre impulsion basée sur les instructions de Votre Majesté, aurait permis d'organiser l'administration, mais surtout les finances, avec une plus grande latitude et sans résistance passive. D'un autre côté, l'organisation du gouvernement de la régence a créé des dépenses considérables qui ne sont pas en rapport avec les revenus actuels du pays, mais il fallait satisfaire ses partisans.

Pendant cette période transitoire, les colonnes franco-mexicaines se seraient montrées dans les capitales des États de Michoacan, Queretaro, San-Luis, Guanajuato, Guadalajara, etc., la plus grande partie du pays conquise et pacifiée, le gouvernement de Juarez en fuite vers le

Nord et le Pacifique. Ces résultats obtenus facilement en trois mois auraient permis de fonder sur des bases plus larges la monarchie mexicaine, la mettant à l'abri de la critique des partis, surtout en Europe.

Nous pouvions entreprendre ces promenades militaires à la fin de juin ou juillet, et même en août, car les pluies commencent plus tard dans les États du Nord. Cette année par exception, sans doute, on se plaint de la sécheresse dans cette zone où les récoltes sont presque nulles, mais les routes sont restées bonnes.

Je fais des démarches auprès du général Almonte pour obtenir le retrait du décret sur le séquestre; il est bien évident que cette mesure impolitique, quand on veut fonder par la conciliation, a mis nos ennemis à l'aise pour agir par représailles, et ils l'ont fait immédiatement en décrétant la confiscation, la vente des biens confisqués aux partisans de l'intervention, et si elle ne peut se réaliser, le partage entre les Indiens, afin de les intéresser à la guerre sociale qu'ils veulent organiser.

Quant à la question du clergé, le général Almonte désirerait attendre l'arrivée de Mgr La Bastida, persuadé qu'il est que ce prélat doit être muni des instructions du Saint-Père et de l'archiduc Maximilien à cet égard. C'est encore une cause d'inquiétude dans la population et de trouble dans les affaires commerciales, car les détenteurs, sous cette menace de revision, ne peuvent les aliéner, de sorte que ces immeubles, au lieu de vivifier le crédit, sont pour ainsi dire plus de mainmorte que quand ils étaient au clergé. Je ferai pour la solution de cette question, si importante à tous les points de vue, ce qui sera possible, mais elle a été mal engagée dès le principe.

M. le commissaire extraordinaire des finances répond par ce courrier à S. E. le Ministre, à sa dépêche du 6 juillet, concernant le séquestre, l'interdiction de l'exporta-

tion des piastres, les douanes maritimes, etc. Il est bien évident que nous devons profiter de notre séjour au Mexique pour faciliter notre commerce, le rendre, pour ainsi dire, maître du marché; mais M. Budin fait observer qu'il ne peut tarir des sources certaines, sans en avoir d'autres; c'est vrai pour le moment, mais quand le commerce aura repris son courant vers l'intérieur, j'espère que la progression ascendante des affaires compensera la diminution des tarifs.

Le comte de Saligny est mécontent de son rappel et semble en douter; il m'a dit que son intention était de rester en congé à Mexico, parce qu'il a un mariage en vue.

Le maréchal Forey doit distribuer des croix de la Légion d'honneur à des officiers de l'armée mexicaine: cette glorieuse récompense me semble prématurée, car cette armée s'organise seulement; son personnel est peu connu; on peut être trompé sur les individualités et produire un effet contraire à celui que l'on désirait obtenir. L'opinion de notre armée est contraire jusqu'à présent à cet acte.

Je supplie Votre Majesté de vouloir bien me donner des instructions à cet égard pour l'avenir.

J'espère que l'Empereur ne verra dans mes appréciations que le désir de faire réussir sa politique toute de conciliation et de générosité pour fonder dans ce pays déchiré par la guerre civile, un gouvernement stable, et protecteur de nos intérêts. L'avenir nous dira si on a appliqué judicieusement au début les instructions de Votre Majesté. Quoi qu'il arrive, l'Empereur peut compter que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour mener à bonne fin cette glorieuse entreprise.

Je suis, avec le plus profond respect, etc.

Général BAZAINE.

Le même courrier portait au ministre les renseignements qu'il avait demandés, principalement en ce qui concernait le général Woll, Français d'origine, au service du Mexique depuis la chute du premier Empire. « M. le général Woll a effectivement une » certaine influence auprès du nouveau gouverne-
 » ment de Mexico, et ses avis ou propositions con-
 » cernant l'armée mexicaine seront pris en considé-
 » ration ; mais je ne le crois pas à hauteur de la
 » mission qu'il veut bien se donner, si cette organi-
 » sation doit être toute radicale, ce qui devrait être... »

Le général Bazaine voulait en effet faire supprimer la *leva*, moyen barbare de recruter des soldats qui consistait à enlever des Indiens, des paysans et à les enrôler de force, et la remplacer par une loi de recrutement. L'idée était bonne, mais comment la réaliser ? Ce n'était pas le gouvernement de la régence qui possédait l'autorité nécessaire pour prendre ces graves décisions.

Cependant le temps s'écoulait, et le maréchal Forey commençait à comprendre qu'il ne pouvait indéfiniment retarder son départ. Le 30 septembre, il se résigna à remettre au général Bazaine le commandement de l'armée, et le même jour, il adressa au corps expéditionnaire un ordre général, dans lequel, après avoir remercié les troupes dont la vaillance lui avait valu son bâton de maréchal, il parlait ainsi de son successeur :

Je n'ai pas besoin de vous faire son éloge ; vous savez aussi bien que moi tout ce qu'il vaut, et, pour ne parler que de ses services au Mexique, souvenez-vous de San-

Lorenzo où, à la tête de quelques bataillons, il a détruit tout un corps d'armée dont les débris ne se croyant pas en sûreté derrière les fortifications de la capitale, se sont enfuis jusqu'aux frontières des États-Unis d'Amérique.

Rappelez-vous encore que la prise du fort San-Xavier a commencé le siège de Puebla et que celle du fort Totimehuacan l'a terminé, et que c'est sous son intelligente et vigoureuse direction que ces deux faits d'armes ont été accomplis.

Alors vous serez fiers d'avoir un tel chef à votre tête ; si vous avez de nouveaux combats à livrer, vous serez certains de la victoire, et votre ancien général en chef applaudira de loin à vos succès ..

Le maréchal Forey n'était, en parlant ainsi, que l'écho de toute l'armée. L'élévation du général Bazaine au commandement suprême reçut une approbation unanime, qui alla même jusqu'à se changer en enthousiasme lorsque, dans le premier dîner qui lui fut offert par le gouvernement provisoire, on l'entendit porter un toast en espagnol, et rappeler la part de chacun dans les succès obtenus.

Il adressa à la nation mexicaine la proclamation suivante :

Mexicains,

En prenant le commandement de l'armée, je dois vous faire connaître que cette mutation de chef n'implique pas un changement de politique.

Ma mission est de veiller à la sincère application du manifeste en date du 12 juin 1863, contenant les principes essentiels sur lesquels doit s'appuyer le gouvernement provisoire, dans la direction des affaires politiques.

Ces principes généreux de notre époque émanent des

instructions de l'Empereur et prouvent combien notre souverain porte un bienveillant intérêt à la régénération de votre belle patrie.

Ayez donc confiance dans l'avenir. Que tous les Mexicains laissent de côté tout esprit de parti; qu'ils s'unissent pour fonder un régime stable, en rapport avec les idées du siècle, que le drapeau français protège partout où flottent ses glorieuses couleurs.

BAZAINE.

Pourquoi faut-il que la pensée, en face de ces commencements heureux, ne puisse s'y fixer? Pourquoi faut-il qu'elle se porte à quelques années plus tard, et compare mélancoliquement ces joies du début aux tristesses de la fin? C'était, paraît-il, le destin de Bazaine d'exciter ces enthousiasmes, bientôt effacés par les cris de colère et de haine. Qui ne se souvient du Mexique? Qui ne se souvient de 1870?...

Le maréchal Forey et M. Dubois de Saligny eux-mêmes avaient été les victimes de ces dispositions changeantes des esprits. L'annonce de leur départ avait causé des transports de joie, et leurs lenteurs à quitter le Mexique excitaient la verve railleuse du corps expéditionnaire.

Et dans ce temps, où tout finissait encore par des chansons, on ne se fit pas faute de chançonner les rappelés qui ne voulaient point s'en aller. Celle qui courut l'armée à ce moment était intitulée :

« PARTIRA-T-IL ? PARTIRA-T-IL PAS ? »

et devait se chanter sur l'air de « *l'Écu de France* ». Elle n'a pas moins de onze couplets, dont deux suf-

front amplement à donner du reste une idée au lecteur :

... Plus rapide que l'éclair
Un bruit circule en ville :
La joie, la gaité sont dans l'air :
On s'aborde, on babille.
Soldats et pékins
Se serrent la main
En disant : « Quelle chance ! »
Tout bas on redit :
« Forey, Saligny
« Sont rappelés en France!... »

MORALE ET CONCLUSION.

L'auteur répondra simplement
Que si l'homme propose
C'est ici fort heureusement
L'Empereur qui dispose.
Partez, mes amis,
Rentrez au pays,
Après un bon voyage
Un petit effort,
Et surtout au port
Faites un bon naufrage.

C'était, on le voit, assez méchant comme poésie, et totalement dépourvu de bienveillance pour les chansonnés.